



PARLEMENT EUROPÉEN

2009 - 2014

Commission des affaires étrangères

2009/2230(INI)

8.4.2010

AVIS

de la commission des affaires étrangères

à l'intention de la commission du développement régional

sur la stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique et le rôle des macrorégions dans la future politique de cohésion (2009/2230(INI))

Rapporteur pour avis: Adam Bielan

PA_NonLeg

SUGGESTIONS

La commission des affaires étrangères invite la commission du développement, compétente au fond, à incorporer dans la proposition de résolution qu'elle adoptera les suggestions suivantes:

1. est convaincu que la stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique et les plans d'action afférents proposés par la Commission seront plus efficaces si une coopération constructive et équilibrée est mise en place avec les partenaires extérieurs de la région, notamment la Russie, la Norvège et le Belarus, ainsi que les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux;
2. rappelle les conclusions du Conseil du 28 septembre 2009¹ adoptant la stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique, qui soulignent que cette stratégie a un caractère interne à l'Union européenne et que les aspects extérieurs de la coopération peuvent être traités dans le cadre de la dimension septentrionale, comme le précise également le Parlement européen dans sa résolution initiale de novembre 2006; souligne à cet égard l'importance d'une coopération étroite dans tous les domaines avec la Norvège, avec le Belarus et surtout avec la Russie, qui est le seul pays tiers disposant d'un accès direct à la mer Baltique, notamment au regard des infrastructures, de la sécurité du transport maritime, de la gestion et de la qualité de l'eau, ainsi que de l'eutrophisation, mais insiste sur le fait que cette coopération ne devrait pas entraîner la création de structures bureaucratiques supplémentaires; souligne le statut particulier de l'enclave de Kaliningrad, qui est entourée d'États membres de l'Union européenne; insiste sur la nécessité de stimuler le développement social et économique de cette zone, en tant que "porte d'entrée" ou région "pilote" pour une relation plus étroite entre l'Union européenne et la Russie, avec la participation des ONG, des institutions éducatives et culturelles et des autorités locales et régionales;
3. estime que le nouvel accord de partenariat et de coopération avec la Russie devrait prendre en compte la coopération dans la région de la mer Baltique; se félicite des efforts réalisés par la Commission et les États membres de la région pour coopérer avec la Russie dans un grand nombre de domaines, notamment les connexions de transport, le tourisme, les risques sanitaires transfrontaliers, la protection environnementale et l'adaptation au changement climatique, l'environnement, les douanes et les contrôles frontaliers et, en particulier, les questions énergétiques; estime que les espaces communs à l'Union européenne et à la Russie offriront un cadre précieux à cet égard et invite la Russie à jouer un rôle à part entière dans cette coopération; souligne que des progrès réalisés par la Russie dans le domaine de l'état de droit contribueraient largement à l'approfondissement de ses relations avec l'Union européenne;
4. insiste sur l'importance de la région pour la sécurité énergétique de l'Europe, et appelle à l'élaboration de projets européens visant à améliorer les liaisons énergétiques entre États membres de la région;
5. souligne la nécessité de réduire la dépendance énergétique de la région à l'égard de la

¹ Doc. 13744/09.

Russie; salue la déclaration de la Commission concernant la nécessité de multiplier les interconnexions entre États membres de la région et d'accroître la diversification des approvisionnements en énergie; demande, à cet égard, un soutien accru en faveur de la création de terminaux de GNL;

6. demande qu'une attention particulière soit accordée à la protection environnementale dans le contexte de la mise en œuvre du projet Nord Stream; invite la Commission à faire rapport au Parlement européen, dans l'esprit de sa résolution du 8 juillet 2008¹, sur la pleine conformité des évaluations d'impact environnemental du projet de gazoduc de la mer Baltique, réalisées au niveau national, avec le droit international en matière d'environnement;
7. est profondément préoccupé par les récentes manœuvres militaires conjointes du Belarus et de la Russie, soi-disant destinées, entre autres, à la défense du gazoduc Nord Stream; s'oppose fortement à ce que le projet Nord Stream serve de prétexte au renforcement de la présence militaire russe en mer Baltique;
8. se félicite que 20 000 000 EUR soient alloués, dans le budget 2010 de l'Union européenne, à la stratégie pour la mer Baltique; note que ces fonds s'ajoutent à d'autres aides, telles que les fonds structurels, et que dans le cadre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat, ils ne peuvent être utilisés que pour l'action extérieure, ce qui signifie, de fait, la coopération avec la Russie et le Belarus; demande qu'à l'avenir, les fonds attribués à la stratégie pour la mer Baltique soient transférés au titre I du budget de l'Union européenne afin qu'ils puissent également être mis à la disposition des coordinateurs et des partenaires principaux de ladite stratégie, notamment dans le contexte de la réalisation des objectifs de durabilité, et appelle à ne pas exclure la possibilité de trouver des ressources financières supplémentaires, notamment par le biais de la Banque européenne d'investissement et de la Banque nordique d'investissement;
9. note que la crise financière et économique mondiale a de profondes répercussions sur l'ensemble des pays de la région, en particulier les États baltes; invite toute les parties prenantes, malgré la crise, à ne pas réduire leur engagement en faveur de la stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique;
10. regrette toutefois que la Commission n'ait pas encore versé les fonds attribués à la stratégie pour la mer Baltique; rappelle à la Commission, par conséquent, qu'il est important de garantir que les fonds soient versés et utilisés conformément aux demandes du Parlement;
11. souligne que cette région, en raison de sa position stratégique, est particulièrement sensible; souligne que des relations améliorées avec les partenaires extérieurs dans la région de la mer Baltique seront bénéfiques pour l'Union européenne dans son ensemble;
12. est convaincu que la réussite d'une politique européenne telle que la stratégie de la mer Baltique se mesurera à l'aune des résultats concrets, qui doivent être visibles et tangibles pour les citoyens, et que vu la gravité des difficultés en termes d'environnement et d'infrastructures, ainsi que les autres défis auxquels est confrontée la mer Baltique, il est

¹ JO C 294 E du 3.12.2009, p. 3.

fondamental de renforcer l'engagement de la société civile;

13. rappelle, à cet égard, qu'afin d'accroître l'efficacité des projets transfrontaliers, la Russie devrait rapidement incorporer dans sa législation nationale les meilleures pratiques internationales relatives à la transparence et à la responsabilité publique et ratifier la convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière;

RÉSULTAT DU VOTE FINAL EN COMMISSION

Date de l'adoption	8.4.2010
Résultat du vote final	+: 42 -: 0 0: 10
Membres présents au moment du vote final	Gabriele Albertini, Elmar Brok, Mário David, Marietta Giannakou, Anna Ibrisagic, Jelko Kacin, Ioannis Kasoulides, Tunne Kelam, Nicole Kiil-Nielsen, Maria Eleni Koppa, Andrey Kovatchev, Eduard Kukan, Alexander Graf Lambsdorff, Krzysztof Lisek, Ulrike Lunacek, Mario Mauro, Kyriakos Mavronikolas, Francisco José Millán Mon, Alexander Mirsky, Andreas Mölzer, Raimon Obiols, Ria Oomen-Ruijten, Pier Antonio Panzeri, Ioan Mircea Pașcu, Bernd Posselt, Cristian Dan Preda, Jacek Saryusz-Wolski, Werner Schulz, Adrian Severin, Marek Siwiec, Ernst Strasser, Hannes Swoboda, Charles Tannock, Inese Vaidere, Kristian Vigenin
Suppléants présents au moment du vote final	Laima Liucija Andriekienė, Elena Băsescu, Adam Bielan, Diogo Feio, Elisabeth Jeggle, Metin Kazak, Evgeni Kirilov, Norbert Neuser, Tomasz Piotr Poręba, Vittorio Prodi, Marietje Schaake, György Schöpflin, Traian Ungureanu
Suppléant(s) (art. 187, par. 2) présent(s) au moment du vote final	Marije Cornelissen, Franziska Keller, Marek Henryk Migalski, Michail Tremopoulos